dispensé ». D'ailleurs, dans l'académie, depuis le 2 novembre, un formulaire en ligne permet aux chefs d'établissement de signaler qu'ils ne sont pas en mesure d'appliquer le protocole sanitaire et de proposer un projet pédagogique. Jannick Chrétien et Samuel Vitel ont fait les comptes : « Deux tiers des lycées ont demandé l'hybridation. »

Concernant le non-brassage des élèves, ils affirment que l'académie « a demandé très tôt que tous les emplois du temps évitant le brassage soient mainte-

sens tombait demain, « on serait prêts ».

Au primaire, les écoliers, depuis le 2 novembre doivent porter le masque : « Ça s'est bien passé. C'était attendu par un certain nombre d'enseignants », affirme l'académie. « Certains parents s'interrogent sur le bien-fondé puisqu'avant ce n'était pas obligatoire. Mais notre objectif est de protéger toute l'école, donc la réponse s'impose. » Affirmant que le rectorat a reçu des masques enfants « pour les familles les plus en difficulté ».

K.C.

sseurs face au risque d'attentat

retour des vacances de la Toussaint. Et environ 400 signalements pour des atteintes à la laïcité ou aux valeurs de la République ont été annoncés par le ministre de l'Éducation. « Il y en a eu dans l'académie, à la hauteur de ce qu'elle représente. On doit y faire face et les équipes l'ont très bien fait. L'académie les accompagne depuis deux ans sur ce sujet et avec toutes les formations, elles sont bien préparées. » Les situations qui ont posé problème ont été traitées, assure l'académie : « On analyse d'abord le fait et, à partir de là, trois réponses possibles : éducative, disciplinaire ou juridique. »

Et lorsque ça va plus loin encore, avec de réelles menaces, comme récemment en Isère (*), « il y a tout ce qui se met en place en interne en termes d'accompagnement et tout ce que déploient nos partenaires que sont la justice et les forces de l'ordre. Aucune situation n'est laissée sans réponse ».

K.C.

Un professeur isérois, participant à l'émission Koh-Lanta, a été menacé de décapitation sur les réseaux sociaux. L'auteur des menaces a été condamné à 18 mois de prison dont six avec sursis.

Lors de la cérémonie en hommage à Samuel Paty, le lundi 2 novembre, au lycée Champollion de Grenoble. Photo Le DL/J.-BV.

Plus de 300 manifestants ce mardi à Grenoble pour la "grève sanitaire"

C'est un mouvement qu'ils qualifient de « grève sanitaire ». Mardi 10 novembre, plus de 300 personnes ont manifesté dans Grenoble pour dénoncer les conditions dans lesquelles se tiennent les cours actuellement.

Enseignants, parents d'élèves et lycéens... tous affirment qu'il est « impossible » d'appliquer le protocole sanitaire assuré par l'Éducation nationale. « Les classes sont surchargées. Il y a parfois 35 élèves dans la même pièce et je ne parle pas du restaurant scolaire. C'est un grand n'importe quoi », témoigne un professeur dans le cortège.

Les mesures sanitaires sont « inacceptables » selon les enseignants. « Nous n'avons pas les moyens de les mettre en place et de par ce fait, on met en danger l'équipe pédagogique mais aussi les jeunes », confirme un autre.

Les lycéens étaient très nombreux lors de cette manifestation. L'occasion pour eux de pointer du doigt leur quotidien dans leurs établissements.

« La crise sanitaire est extrêmement mal gérée. Nous n'avons aucun moyen matériel. Il manque du gel, des masques... On ne peut pas étudier dans des conditions saines. Moi ce que je ne comprends pas, par exemple, c'est le maintien des cours de sport dans des lieux fermés. On enlève nos masques pour faire sport et ça me met mal à l'aise », explique Élie Saget, élève en terminale au lycée des Eaux-Claires et membre du syndicat UNL (Union nationale lycéenne).

Maintenir le présentiel

Pour faire face à cette situation « terrible », plusieurs propositions sont avancées. Parmi elles, la création de plus de postes. « Il faut recruter toutes les listes complémentaires et les réabonder si nécessaire car il faut garder un enseignement à 100 % en présence dans les locaux, de la maternelle à l'université », détaillait Martine Thébault-Jarry, secrétaire départementale du syndicat Snudi Force Ouvrière. Des mesures de protections sont aussi demandées, comme l'augmentation des dépistages. « On ne peut pas revenir à ce que l'on a pu vivre lors du premier confinement. Il faut maintenir les cours à 100 % en présentiel. C'est essentiel. L'éducation, c'est un enseignant devant les élèves. Il ne faut pas faire une génération sacrifiée. Tous les élèves doivent avoir l'enseignement auquel ils ont le droit. C'est ça, l'école de la République. »

Pauline SEIGNEUR

ISS03 - V1
LDLISSGE103
PM T5 C7 PC adw/l